

## **Appel à contributions**

Numéro spécial 2021, vol. 47(2) de la  
Revue Suisse de Sociologie

# **Le non-recours aux prestations sociales et de santé : quels enjeux pour la citoyenneté ?**

Éditeurs et éditrice invité.e.s :

**Barbara Lucas** (Haute école de travail social, HES-SO, Genève), [barbara.lucas@hesge.ch](mailto:barbara.lucas@hesge.ch)

**Jean-Michel Bonvin** (Université de Genève), [jean-michel.bonvin@unige.ch](mailto:jean-michel.bonvin@unige.ch)

**Oliver Hümbelin** (Haute école spécialisée bernoise, BFH | Travail social),  
[oliver.huembelin@bfh.ch](mailto:oliver.huembelin@bfh.ch)

La sociologie des politiques sociales tend à se focaliser sur l'action des Etats et institutions sociales et sur leur impact sur les bénéficiaires de prestations. Depuis les années 1960 toutefois, des travaux pionniers ont mis en lumière le phénomène du non-recours aux droits sociaux dans le contexte européen. Ils ont montré qu'une part importante de la population ne *bénéficie pas* des prestations sociales ou de santé auxquelles elle aurait pourtant droit. Dans la perspective d'une réforme des systèmes de protection sociale garante de l'inclusion sociale, comprendre les raisons et enjeux de ce non-recours (aux prestations financières et aux soins) apparaît aujourd'hui essentiel, d'autant plus que la question du non-recours gagne en importance dans le débat public et atteint les agendas politiques, tant à l'échelle nationale que locale.

En Suisse, la littérature scientifique sur le non-recours a longtemps été peu développée en comparaison internationale. Depuis quelques années toutefois, de nouveaux travaux sont menés sur cette question. Ce numéro spécial a pour objectif de présenter un premier aperçu de ce champ de recherche émergent. Mieux comprendre les mécanismes du non-recours aux soins ou aux aides financières dans le contexte helvétique – y compris en comparaison internationale – peut en effet contribuer à mettre en lumière les spécificités du système social suisse. Plus particulièrement, s'intéresser au non-recours permet de questionner la manière dont la pauvreté est subjectivement vécue en Suisse, de mieux comprendre comment les inégalités sociales sont générées, ainsi que de caractériser plus précisément les relations que les citoyennes et citoyens ou les usagères et usagers entretiennent avec les institutions et l'Etat. Enfin, mieux comprendre le non-recours nous informe sur la façon dont les normes, les institutions et les pratiques contribuent à façonner la citoyenneté sociale.

La littérature internationale montre que le non-recours aux prestations sociales est un phénomène complexe. Parmi les principales explications, que l'on retrouve dans des pays aux systèmes sociaux différents, notons tout d'abord les *problèmes liés à un manque de*

*connaissance*: les bénéficiaires potentiels ne disposent pas des informations nécessaires sur la prestation ou rencontrent des difficultés à comprendre les critères d'éligibilité ou la manière de faire valoir leurs droits. En second lieu, la complexité du système administratif et de ses exigences découragent les personnes les plus vulnérables de demander les prestations auxquelles ils ont droit. Enfin, certaines personnes souhaitent rester à distance des institutions sociales et préfèrent ne pas solliciter une prestation, ce qui souligne l'importance des *normes sociales*. Cet ensemble d'explications n'est toutefois pas exhaustif. Par ailleurs, les raisons du non-recours varient historiquement, ainsi que dans différents contextes idéologiques, sociaux ou institutionnels, et à différentes échelles de l'action politique et sociale (locale, cantonale ou nationale).

Ce numéro spécial accueille des articles mobilisant des approches théoriques ou méthodologiques variées, qui contribuent à accroître notre compréhension du non-recours en Suisse, mais aussi dans d'autres pays, en se basant sur des analyses de cas ou d'enjeux locaux, cantonaux/régionaux ou nationaux, ou en situant la Suisse en comparaison internationale. Les contributions portant sur d'autres pays sont bienvenues, dans la mesure où elles abordent le non-recours en cherchant à répondre à une (ou plusieurs) des questions ci-dessous.

Les points qui pourront être traités incluent les questions suivantes (mais ne s'y limitent pas) :

- En quoi le non-recours est-il favorisé par certaines caractéristiques des systèmes de protection sociale et plus particulièrement du système social helvétique (fédéralisme ou conditionnalité accrue des prestations par exemple) ?
- Dans quelle mesure le non-recours aux prestations sociales ou de santé s'explique-t-il par les transformations du système de protection sociale (par exemple par les politiques d'activation et la pression croissante sur les personnes inactives, etc.)
- Quelles sont les pratiques ou ressources alternatives ou les représentations qui sont associées au non-recours aux prestations sociales ou de santé ?
- Dans quelle mesure les inégalités sociales et/ou culturelles entre les régions, les genres, les âges ou les classes peuvent-elles générer des formes différentes de non-recours aux prestations ?
- Dans quelle mesure les normes sociales, la stigmatisation des bénéficiaires ou l'exposition à l'attention du public contribuent-elles à expliquer le non-recours ?
- Quelles sont les conséquences du non-recours pour les individus concernés et pour la société dans son ensemble ?
- En quoi le non-recours aux prestations sociales ou de santé remet-il en question la légitimité ou l'effectivité des droits et/ou l'articulation entre droits sociaux et droits fondamentaux ?

---

**Schweizerische Zeitschrift für Soziologie**  
**Revue suisse de sociologie**  
**Swiss Journal of Sociology**

---

Merci de soumettre votre proposition d'article aux trois éditeurs de ce numéro  
[Barbara.lucas@hesge.ch](mailto:Barbara.lucas@hesge.ch); [jean-michel.bonvin@unige.ch](mailto:jean-michel.bonvin@unige.ch); [oliver.huembelin@bfh.ch](mailto:oliver.huembelin@bfh.ch) jusqu'au  
**20 septembre 2019**

La proposition d'article comprendra les informations suivantes :

- Nom et prénom, adresse courriel et affiliation de l'ensemble des auteur-e-s
- Titre de la contribution
- Résumé d'environ 500 mots plus une bibliographie indicative (sujet, objectif, méthode, résultats, discussion, conclusion).

Les résumés seront évalués par les éditeurs et éditrice invité.e.s et une décision d'acceptation ou de rejet sera communiquée le **20 octobre 2019**.

Les auteurs sélectionnés seront invités à soumettre leur manuscrit (max. 8'000 mots, 50'000 caractères incluant tableaux, figures et références bibliographiques) pour le **15 mars 2020**. Les manuscrits seront ensuite soumis au processus habituel d'évaluation par les pairs de la Revue suisse de sociologie, avec au minimum deux examinateurs (reviewers) par manuscrit. Les langues des articles peuvent être l'anglais, l'allemand ou le français. Des informations supplémentaires sur la Revue suisse de sociologie et la procédure de soumission sont accessibles à l'adresse [www.sgs-sss.ch/sociojournal](http://www.sgs-sss.ch/sociojournal).

La publication du numéro spécial est prévue pour le mois de juillet 2021.

Pour toutes questions, veuillez contacter Barbara Lucas ([barbara.lucas@hesge.ch](mailto:barbara.lucas@hesge.ch))